

À Paris, le 24 juillet 2023

L'ENAP, la DAP : cachez cette politique de l'agression que je ne saurais voir



Selon le gouvernement actuel, l'accent est mis sur l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations.

Selon le gouvernement actuel, la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sont causes nationales.

Il semblerait que dans notre chère administration aussi ces thématiques sont des enjeux nationaux avec notamment la mise en place du dispositif « allodiscrim ».

Pourtant, depuis la nuit du 16 au 17 juillet 2023 (cf. tract de la CGT IP du 18-07-2023) et la dénonciation de graves faits de violence sexuelle, cette « même volonté politique » est mise à mal et écartée au profit du silence voire de l'omerta.

En effet, l'ENAP et la DAP paraissent avoir bien choisi leur camp : Ce n'est pas celui que l'on croit.

Au lieu d'accompagner les victimes, le choix est celui du dénigrement.

En cherchant (très activement) et en déposant plainte contre les colleurs et colleuses d'affiche, notre administration cherche surtout qui a eu le courage de révéler ces faits supposés au lieu de prendre les mesures nécessaires pour protéger les victimes et celles pour sanctionner les auteurs.

En cherchant (très activement) et en déposant plainte contre les colleurs et colleuses d'affiche, notre administration renie sa propre politique affichée de lutte contre les violences sexistes et sexuelle.

La CGT IP 75 :

exige que la prévention et la lutte contre les violences et les discriminations soient une cause réelle et pas une simple annonce

exige la saisine de l'Inspection Générale de la Justice.

exige la fin de la chasse aux sorcières

exige que soit respectés ceux qui dénoncent ces faits d'agression (*sexiste, sexuelle, raciste, homophobe ...*)

La CGT IP 75 apporte son complet soutien à tous les personnels victimes de violence et de discrimination au sein de la DAP, au sein de l'ENAP, au sein de chaque service et établissement